



# **FO DIT NON À LA VENTE À LA DÉCOUPE D'ENGIE ET À LA CESSION DES INFRASTRUCTURES GAZIÈRES !**

Après EDF et son projet Hercule, serait-ce au tour d'Engie de lancer son projet de démantèlement ? L'État, encore actionnaire à 1/4 du capital, et Engie liquideraient sa branche énergie gaz, pas assez rentable aux yeux de ses actionnaires ou par dogmatisme libéral ?

Le paradoxe veut que ce soit Isabelle KOCHER, Directrice Générale d'Engie, qui soit montée au créneau dans la presse pour s'y opposer, elle qui n'a pas hésité à céder à Total une activité de GNL puis à vendre la branche très rentable de l'exploration production à un fonds britannique, lequel est en train de licencier le personnel ! FO aurait aimé que sa conversion en faveur de la défense du gaz soit plus sincère et ait eu lieu plus tôt. Son discours aurait été plus crédible !

Quoi qu'il en soit, la loi PACTE (croissance et transformation des entreprises) promulguée en avril 2019, loi qui n'a pas fait l'objet de critiques de la direction d'Engie, montre son vrai visage, notamment celui de l'abandon du service public gazier. Elle a déjà sonné le glas des Tarifs Réglementés du gaz, trop contraignant pour le marché volatil de l'énergie. Elle a envoyé des milliers d'emplois du commercialisateur en mode low cost à l'étranger. Et maintenant, elle procéderait à de la vente à la découpe de sa branche infrastructure gazière ...

La libéralisation de l'énergie crée décidément de **lourds dégâts sur le secteur au détriment des consommateurs et bien entendu de ses salariés**. Toujours les mêmes leviers et variables d'ajustement au profit du marché boursier, déjà bien gâté.

Pourtant les dividendes remontent depuis des années mais il faut toujours plus ...

Alors quel nouveau prédateur d'un service public déjà bien affaibli va lancer le premier les enchères ?

À qui profite tout ce massacre ?

Certains liens et certaines pistes sont avancés par voie de presse.

Le Gouvernement a souvent mis en avant les « black blocs », qui lui sont bien utiles pour tenter de discréditer les mouvements sociaux. Mais il se tait sur un homonyme, **la société « BlackRock »**, 1<sup>er</sup> gestionnaire de marché d'actifs avec lequel le Président de la République est en excellent terme ! Celui-là ne fait pas de bruits mais son emprise tentaculaire **pénètre tous les niveaux de l'État**.

Favoriser les **privatisations, au profit de qui au juste ?**

Comme pour les retraites, les fonds de pensions étranger sont à la manœuvre pour un marché à plusieurs milliards d'euros à capter sur le dos des citoyens français... Car les liens sont étroits. Jean-François CIRELLI, ancien Président de Gaz de France puis vice-président et directeur général délégué de GDF Suez est aujourd'hui le Président de BlackRock France.

**Objectif 1<sup>er</sup> : libéraliser, privatiser un maximum d'entreprises françaises au profit de fonds d'investissements. Et bien entendu, capitaliser la retraite.**

Les sujets sont bel et bien liés ! La loi PACTE avait tout prévu ! Il est vraiment significatif que cet ancien Président de Gaz de France, qui a sacrifié cette belle entreprise pour sauver la compagnie privée Suez, soit maintenant à la tête de ce fonds de pension américain pour casser nos retraites. Décidément, on ne se refait pas !

**Pour FO Énergie et Mines, les choses sont claires. Les infrastructures gazières ne sont pas à vendre !**

**Elles sont nécessaires à la France, au service public du gaz, lequel est lui-même est nécessaire à notre transition énergétique !**

**Contact Presse :**

Secrétariat FO Énergie et Mines  
secretariat.general@fnem-fo.org  
Tel : 01 44 16 86 20